

# TUNISIE

# Le mouvement islamiste Ennahda

# légalisé

**Le mouvement islamiste tunisien Ennahda, largement réprimé sous le régime de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali, a été légalisé, trente ans après sa fondation, a annoncé hier à l'AFP son porte-parole officiel Ali El-Aryadh.**

«Le mouvement Ennahda vient d'être légalisé. Le récépissé a été remis par le ministère de l'Intérieur à M. Nouredine Bhiri, membre du bureau exécutif du mouvement», a déclaré M. El-Aryadh.

Ennahda (Renaissance) a été fondé en 1981 par Rached Ghannouchi avec des intellectuels inspirés par les Frères musulmans égyptiens. Il avait déposé sa demande de légalisation le 1<sup>er</sup> février.

Toléré au début de l'ère Ben Ali en 1987, Ennahda avait été réprimé après les législatives de 1989 où les listes qu'il soutenait avaient recueilli au moins 17% des suffrages. Environ 30 000 militants et sympathisants islamistes avaient été arrêtés dans les années 1990. Rached Ghannouchi est rentré fin janvier en Tunisie après un exil de vingt ans à Londres.

«Nous avons attendu trente ans pour obtenir notre légalisation», a rappelé le porte-parole d'Ennahda, ajoutant que cette légalisation était «le résultat de la révolution» qui a poussé le 14

janvier à la fuite le président déchu Zine El Abidine Ben Ali, et qu'elle venait «couronner les sacrifices des membres du mouvement». «Nous entrons dans une nouvelle phase de l'action nationale (...) pour contribuer à l'édification d'un régime démocratique» dans la Tunisie post-Ben Ali, a encore dit le porte-parole. En annonçant le 1<sup>er</sup> février le dépôt de la demande de légalisation de son mouvement, M. Aryadh avait indiqué qu'Ennahda comptait organiser un congrès dans quelques mois pour dési-

gner un nouveau président, en remplacement de son chef historique Rached Ghannouchi.

Dès son retour, Rached Ghannouchi avait annoncé qu'il ne serait pas candidat à la première élection présidentielle de la Tunisie de l'après-Ben Ali.

«Je ne vais pas me présenter à la présidentielle, et il n'y aura aucun (candidat) membre d'Ennahda», avait-il précisé dans un entretien avec l'AFP.

## LIBYE

## L'opposition crée un conseil militaire, embryon d'armée de libération

**L'insurrection libyenne a annoncé hier la création d'un conseil militaire à Benghazi, dans l'est, embryon d'une future armée que l'opposition peine encore à étendre aux autres villes de l'ouest et de l'est.**

«Un conseil militaire a été créé la nuit dernière», a déclaré Salwa Bughaighi, une responsable de l'opposition à Benghazi, à 1 000 km à l'est de Tripoli. La liste des membres de ce conseil n'a pas encore été totalement définie mais le général Abdel Fatah Yunis, un ancien ministre du colonel Kadhafi qui a rejoint l'opposition, n'en fait pas partie. Ce conseil doit à terme faire la liaison avec des organisations similaires dans les autres villes «libérées» du pays.

Selon Fathi Tirbil, un avocat respecté et membre de l'opposition, «il y a encore des réserves sur certains noms». «Nous essayons de favoriser les officiers qui ont commencé la révolution dès le départ», dit-il. Des officiers ralliés à la cause anti-Kadhafi évoquent depuis plusieurs jours

une marche ou des opérations de soutien aux opposants de Tripoli.

Mais le général Ahmed Qatrani, chargé de la gestion des forces militaires à Benghazi, a exclu une telle idée.

«Tripoli est prise en otage. Nous sommes en contact avec les opposants là-bas, mais ils nous demandent de ne rien faire. Ils disent être capables» de mener eux-mêmes l'insurrection, explique le général Qatrani, qui n'a pas encore été nommé dans le conseil militaire, selon M<sup>me</sup> Bughaighi. Les militaires à Benghazi tentent de conseiller les insurgés à l'ouest sur la manière de lutter contre les forces pro-Kadhafi.

L'armée régulière a été très affaiblie par le colonel Kadhafi qui craignait des coups d'Etat au profit de milices armées. Des soldats et des civils se sont portés volontaires pour se rendre à Tripoli via le désert après avoir reçu un entraînement à Benghazi. «Ils apportent leur expérience à Tripoli», selon le général Qatrani. L'opposition n'a

cependant pas toujours de nouvelles de ces hommes, parfois partis non armés. «Ils en ont attrapé 40 à Syrte et en ont tué 18», dit Motaz Souleiman, un des responsables du centre de «recrutement» de volontaires.

D'autres volontaires ont réussi à atteindre Tripoli, et un millier ont gagné l'ouest du pays, selon ce centre.

Dans le même temps, des médecins de Benghazi cherchaient à évacuer des dizaines de blessés graves vers l'étranger, a indiqué hier un responsable des services de santé. Au moins 250 personnes, selon ce responsable, ont été tuées à Benghazi dans les affrontements avec les forces pro-Kadhafi. Mais les hôpitaux sont incapables de donner un bilan définitif des morts, plus d'une semaine après la libération de la ville. Après 15 jours de contestation, l'opposition contrôle tout l'est et de nombreuses villes de l'ouest, Tripoli et ses environs restent sous le contrôle des forces pro-Kadhafi.

## RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE AU SUD DE LA MÉDITERRANÉE

### La société civile euroméditerranéenne se félicite et interpelle l'UE

En ces temps extrêmement difficiles pour les pays du sud de la Méditerranée, le moindre soutien aux peuples qui se donnent durement une nouvelle destinée est essentiel. La société civile de cette région du monde se solidarise avec les populations révoltées.

Dans un long communiqué rendu public par leur secrétariat permanent, des centaines d'ONG des deux rives de la Méditerranée organisées autour de la plateforme non-gouvernementale euroméditerranéenne EuroMed, se félicitent de ce que vit la rive sud de la Méditerranée comme avancée, certes dramatique mais déterminée, vers la démocratie et le développement réelle dans cette région qui se débarrasse des despotes. «Nous saluons la lutte courageuse, la marche pacifique mais déterminée et les soulèvements populaires en Tunisie, en Egypte, en Libye... et le vent de liberté et d'émancipation que connaissent les autres pays de la rive sud de la Méditerranée», écrit le secrétariat permanent de ce rassemblement de la société civile des pays pourtour de la Méditerranée.

Dans le même communiqué, EuroMed s'incline devant la mémoire des martyrs de la démocratie et dénonce la répression. «Nous condamnons la censure, l'intimidation, les provocations et la répression sanglante menée par les services de sécurité, faisant des centaines de morts et des milliers de blessés», lit-on dans ce message.

Pour rappel, des organisations de défense des droits de l'homme, des associations, des syndicats autonomes et des personnalités algériens adhèrent et sont actifs dans ce rassemblement.

EuroMed est une organisation non-gouvernementale, un acteur politique important bien écouté, notamment par les dirigeants du Nord. Cette organisation en question puise sa pensée dans la gouvernance de l'amalgame associatif du pourtour méditerranéen. Elle se targue d'être l'émanation citoyenne du Bassin méditerranéen.

La plateforme EuroMed n'a, en effet, jamais dissocié le développement économique, social, culturel et environnemental de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté d'expression. En cette période des grandes remises en cause, les positions de ce regroupement sont confortées par les soulèvements populaires. EuroMed fustige l'Union européenne pour ses positions jugées ambivalentes par rapport aux régimes politiques répressifs de la rive sud de la Méditerranée.

«La plateforme appelle instamment l'Union européenne, ses instances et ses Etats membres à répondre à ces aspirations démocratiques, mettre fin aux ambiguïtés et compromissions nuisant gravement à sa crédibilité aux yeux de ses citoyens comme le reste du monde.»

La plateforme EuroMed interpelle l'UE pour accompagner activement les transitions démocratiques en privilégiant les contacts avec la société civile automne et les acteurs du changement démocratique dans les pays en question.

Abachi L.

**Une très importante foule de manifestants a envahi Sanaâ hier pour demander le départ du président yéménite Ali Abdallah Saleh, qui s'en est pris à Barack Obama et a accusé Israël et les Etats-Unis de manipuler les Arabes.**

Le cœur de la capitale yéménite était bloqué par des rangées de protestataires qui scandaient : «Le peuple veut la chute du régime, le peuple veut le départ d'Ali Abdallah Saleh», selon les correspondants de l'AFP. Des partisans du régime ont eux aussi organisé une importante manifestation, à l'appel du Congrès populaire général (CPG, au pouvoir) mais aucune violence n'avait été signalée en fin d'après-midi. Dans le même temps, le président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, s'en est pris au président américain, avec une violence inusitée, et a accusé Tel Aviv et Washington d'orchestrer les «révoltes arabes». Le chef d'Etat yéménite, allié clef de Washington dans la lutte contre al-Qaïda, est confronté à une mobilisation croissante, qui rassemble dorénavant des organisations de l'opposition et les tribus, dont l'influence est déterminante dans ce pays pauvre de la péninsule arabique.

La haut commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Navi Pillay, a mis en garde les autorités yéménites contre toute «répression violente des manifestations». Selon Amnesty International, au moins 27 personnes ont été tuées au cours des protestations. Selon les correspondants de l'AFP, la manifestation hier, devant l'Université, est la plus importante que Sanaa ait connue depuis le début de la contestation populaire contre le président Saleh, le 27 janvier.

Aucune estimation officielle de la mobilisation n'était disponible, mais le correspondant de l'AFP a avancé le chiffre de plusieurs dizaines de milliers de personnes. L'influent prédicateur Abdel Majid Zendani, soupçonné par Washington de soutenir le terrorisme, a harangué la foule, affirmant

qu'il «soutenait les revendications des jeunes». Plusieurs dirigeants de l'opposition, qui avait appelé à faire d'hier une «Journée de colère» contre le régime, ont pris part à la manifestation, ainsi que des représentants des tribus. A Seyoun, dans la province méridionale du Hadramout, trois personnes ont été blessées, dont deux par balles, lors de la dispersion par les forces de sécurité d'une manifestation de lycéens appelant au départ du président Saleh, selon des sources médicales. Des milliers de personnes ont également défilé à Lahej (sud), réclamant la chute du régime, selon des témoins. «Chaque jour, nous entendons une déclaration du président Obama», a déclaré à la presse hier le président Saleh : «En Égypte, ne faites pas ceci, en Tunisie, ne faites pas cela (...) De quoi se mêle-t-il à Oman ? De quoi se mêle-t-il en Égypte ? Il est le président des Etats-Unis !» Il a estimé que les soulèvements qui agitent le

monde arabe «de Tunis au sultanat d'Oman (...) sont une tempête orchestrée depuis Tel-Aviv, sous la supervision de Washington». «Il y a un centre d'opérations à Tel-Aviv pour déstabiliser le monde arabe, et qui est dirigé depuis la Maison-Blanche», a-t-il affirmé. Le président a cependant renouvelé son engagement à «protéger les manifestants» et son appel à l'opposition pour la reprise du dialogue. La haut commissaire Pillay a appelé hier le gouvernement à protéger «le droit des manifestants et des journalistes dans le respect des lois internationales». «Nous avons vu encore et encore ces dernières semaines que des réponses violentes, en violation du droit international, ne font pas disparaître les manifestants et servent seulement à exacerber leur frustration et leur colère», a-t-elle ajouté dans un communiqué.

## FRANCE

## Prison avec sursis requise contre Le Pen dans l'affaire l'affiche anti-islam

Une peine de prison avec sursis a été requise hier par la justice française contre le dirigeant d'extrême droite Jean-Marie Le Pen pour avoir, par des affiches de campagne, incité à la haine envers la population musulmane et les personnes d'origine algérienne. Le procureur de la République du tribunal de Nanterre (région parisienne),

Yvon Tallec, a laissé le soin aux juges de fixer la durée de la peine et le montant d'une amende. Les affiches litigieuses représentaient une femme intégralement voilée à côté d'une carte de France recouverte du drapeau algérien sur laquelle se dressaient des minarets en forme de missiles, avec pour titre «Non à l'islamisme». Elles avaient été diffusées par le mouvement des jeunes du Front national (FN, extrême droite) lors des élections régionales de février 2010, suscitant de nombreuses protestations, y compris de l'Algérie et leur utilisation avait été interdite par un tribunal. Le tribunal avait été saisi par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap). L'avocat du FN et de Jean-Marie Le Pen, M<sup>e</sup> Wallerand de Saint Just, a rappelé que l'affiche litigieuse disait «Non à l'islamisme» et pas à l'islam. «Un homme politique a le droit de dire que l'islamisme constitue un danger pour la France !», a affirmé l'avocat. La décision a été mise en délibéré au 5 avril. En octobre 2009, la droite populiste helvétique avait créé la polémique en diffusant une affiche représentant une femme voilée devant le drapeau suisse couvert de minarets, dans le cadre du vote sur l'interdiction de la construction de minarets en Suisse.